

dial

DIFFUSION DE L'INFORMATION

SUR L'AMÉRIQUE LATINE

D 59 BRÉSIL: LA RÉFORME AGRAIRE EN AMAZONIE

(Communiqué DIAL)

170, BOULEVARD DU MONT-PARNASSE

75014 PARIS - FRANCE

TÉL. 325-36-74

c. c. P. 1248974 PARIS

Ce document n'est qu'une introduction à un dossier dont DIAL a déjà publié quelques éléments.

Il concerne un conflit commencé dans les années 1960 entre des petits cultivateurs du village de Santa Teresinha, dans le Mato Grosso, et une société anonyme d'élevage et de production de viande, la CODEARA, propriétaire d'une domaine de 196.497 hectares dans la même région.

Ces dernières années, principalement à partir d'octobre 1971, le conflit atteignait un degré tel qu'il provoqua une grave crise entre l'épiscopat brésilien et le gouvernement dans les premiers mois de 1972. A l'occasion de son ordination épiscopale, en effet, Dom Pedro Casaldáliga publiait en octo. une lettre pastorale dans laquelle il prenait fait et cause pour les petits cultivateurs contre la grande société. Il dénonçait de façon virulente les exactions telles que l'esclavage blanc, les déportations de population pour la main d'oeuvre, l'expulsion des paysans et la disparition des indiens, résultant de la mise en place de la nouvelle politique agraire du gouvernement: la production extensive de viande bovine par de grandes sociétés d'élevage. Le titre de sa lettre pastorale était significatif du ton employé: "Une Eglise d'Amazonie en conflit avec les grands propriétaires et aux prises avec la marginalisation des habitants" (cf document DIAL D 19: lettre de Noël à ses diocésains de Dom Pedro Casaldáliga). La divulgation de la lettre pastorale de l'évêque de São Félix donna lieu à de très nombreuses prises de position d'évêques, de prêtres et d'hommes politiques. Des contacts de très haut niveau furent pris entre les instances de l'épiscopat et la présidence de la République. Pour la première fois dans l'histoire contemporaine de l'Eglise du Brésil, un journal catholique comme l'hebdomadaire du diocèse de São Paulo fut censuré à cause de cette affaire.

Par suite du rôle joué par le curé du village, le P. François Jentel, et de l'appui donné par l'évêque Casaldáliga, le village de Santa Teresinha a acquis une notoriété nationale. Le grave incident du 3 mars 1972 (des coups de feu étaient échangés entre les paysans du village et la police privée de la CODEARA) avait entraîné la mise en accusation du P. Jentel. Menacé d'expulsion en avril, interrogé par les juges en juillet, il était finalement relâché.

On croyait que l'affaire était terminée et que les petits cultivateurs de Santa Teresinha avaient obtenu satisfaction. Deux décrets officiels, en effet, avaient été signés, l'un par le président de la République et l'autre par le président de l'Institut National de la Colonisation et de la Réforme agraire (INCRA), pour leur garantir la propriété de leurs terres contre les prétentions de la CODEARA.

Mais l'intervention personnelle du général commandant la 2e Armée (São Paulo), en fin septembre 1972, pour régler définitivement le conflit au profit de la société CODEARA, relance à nouveau le débat.

DIAL offre à ses lecteurs quelques documents exclusifs sur la question pour leur permettre de suivre cette affaire appelée à de nouveaux rebondissements.

(DIAL 171172)